

27 | 28 | 29
AOÛT 2021 BLOIS

Discours d'Olivier Faure Premier secrétaire du Parti socialiste

Samedi 28 août 2021

Justice
sociale &
écologique.



Justice sociale & écologique



Seul le prononcé fait foi.

Chers amis,

Merci une fois encore à Marc Gricourt et ses équipes de nous avoir si bien reçus, à Frédéric Orain et aux militants de la fédération du Loir-et-Cher, aux bénévoles du service d'ordre et, bien entendu, à nos permanents qui ont travaillé pendant l'été avec mon équipe autour des secrétaires nationaux, je veux ici remercier Karine Gloanec Maurin, Corinne Narassiguin, Christophe Clergeau. Remercier ceux qui ont assumé la lourde tâche de l'organisation : Lounes Adjroud, Richard Bouigue et Nicolas Perera, ainsi que l'ensemble de nos permanents pour que notre rendez-vous de rentrée soit un succès.

Merci à vous toutes et tous qui êtes fidèles à notre rendez-vous ou qui y participez pour la première fois. La sève du parti socialiste, ce sont ses militants.

Ce week-end, c'était aussi le retour du campus des jeunes socialistes. Vous êtes là, vous êtes nombreux, vous êtes la relève ! Merci à vous pour votre mobilisation. Merci à toi, Emma, merci à toutes celles et ceux qui, depuis plusieurs mois, opèrent à la renaissance des jeunes socialistes. Vous avez débattu sur notre avenir, à votre avenir. Sur la base de vos propositions, et je sais que c'est le fruit d'un long travail, nous allons poursuivre ce chemin pour que les jeunes socialistes, demain, soient la cheville ouvrière et l'étendard de notre succès l'année prochaine.

Pour la deuxième année consécutive, nous nous retrouvons à Blois. Nous y sommes venus au lendemain des municipales, nous y revenons au lendemain des régionales et des départementales, la réputation de Blois, ville de la Renaissance, n'est pas usurpée.

Dans 225 jours, seulement 33 dimanches, les Françaises et les Français choisiront celui ou celle qui présidera aux destinées de notre pays pour les cinq prochaines années.

Nous aurons auparavant un congrès, et je vais vous en parler – que serait un rendez-vous de socialistes si on ne parlait pas d'un prochain congrès ? – mais notre seul vrai rendez-vous, c'est le rendez-vous avec les Françaises et les Français, avec le pays. Ceux qui ne l'ont pas compris jouent contre leur camp et nous mettent en danger. À 8 mois de l'élection présidentielle, je ne me bats pas pour faire 2 % de plus ou gagner une fédération de plus, je me bats pour la victoire à la présidentielle ; c'est ce que vous attendez de moi, et c'est ce que j'attends de vous. Mettre fin à l'aventure macroniste, disposer des moyens d'agir, renouer avec cette volonté de changer la vie, car oui, il est temps de vivre mieux !

Comme vous, je lis les enquêtes d'opinion. Mais je dois reconnaître que cette lecture est de plus en plus... distraite. À chaque échéance présidentielle depuis 1974, les pronostics n'ont eu aucune valeur prédictive. Les parieurs se sont toujours trompés. S'il y a un pari à faire, c'est celui de l'audace, celui des convictions, et de la vision !

Comme à chaque rendez-vous présidentiel, quelque part entre janvier et mars, les compteurs seront remis à zéro. Il n'y aura plus de favori, de sortant ou de challenger désigné. Il y aura des candidats que ne distingueront que leurs parcours, leurs arguments et leurs projets.

Et pendant ces mois de campagne, chaque Française, chaque Français se posera deux questions simples : pour quoi faire ? et qui pour incarner cette nouvelle orientation ?

Pour les socialistes, la réponse à la première question est simple : nous voulons la République jusqu'au bout. C'est-à-dire la justice. La justice sociale et écologique !

Notre pays, mais aussi l'Europe et le monde sont épuisés par les crises à répétition, financières, sociales, écologiques, sanitaires. Chacun le sent, chacun le voit, le libéralisme est en échec, incapable de protéger les femmes et les hommes, comme la nature et le vide d'alternative politique nourrissent la peur, le repli, les populismes.

La République sociale et écologique que nous portons doit devenir le levier d'une nouvelle espérance. Son avènement appelle des ruptures, un changement de modèle, un nouveau projet de société. La pandémie mondiale, la crise climatique, le creusement des inégalités, l'état de défiance à l'égard de nos institutions appellent des changements radicaux. J'entends par radicalité non pas une nouvelle forme de totalitarisme de la pensée, mais la volonté de prendre les maux à leur racine. Pour vivre mieux nous avons besoin d'une alternance qui soit une alternative, d'un 2022 qui résonne comme un nouveau 10 mai 81.

Tel est le sens du nouveau projet socialiste dont nous avons débattu ici à Blois et qui va continuer à l'être dans nos fédérations comme lors de notre congrès. C'est la première fois depuis 10 ans qu'un projet socialiste est élaboré avec les militants et qu'ils sont appelés à se prononcer dessus. Et ce projet renoue avec la transformation sociale, l'humanisme, la lutte contre toutes les inégalités, un projet qui relève les défis du travail, de la santé, de la justice écologique, de l'école, de la sécurité, de la démocratie, de la construction européenne. Oui, un projet pour changer nos vies.

Notre projet est socialiste, il s'inscrit dans nos traditions, il porte nos valeurs, mais il propose une nouvelle synthèse socialiste pour vivre mieux dans le monde d'aujourd'hui.

« Maintenir et développer les droits de la personne, au sein d'une société tout entière conçue et organisée pour le bien collectif, c'est la formule même du socialisme », disait

déjà Léon Blum. Il prolongeait ainsi son propos : « c'est ce qui est contenu dans les deux mots de social-démocratie qui n'ont pas été rapprochés par hasard. C'est la synthèse que Jaurès, durant toute sa vie, a essayé de réaliser entre les notions fondamentales de la critique marxiste et les vieux principes de la Révolution de 1789. Tout le monde le sent, tout le monde le sait. Tout le monde veut une société fondée sur la justice sociale ». Nous y ajoutons aujourd'hui la justice écologique, qui n'était pas encore entrée dans la conscience humaine à une époque où l'on croyait la croissance illimitée. Un siècle après Jaurès, il nous revient d'intégrer cette dimension incontournable et de porter cette synthèse dans la justice entre social, démocratie et écologie.

Il ne s'agit pas de seulement s'adapter au changement climatique ou aux crises sanitaires, cette réponse serait un conservatisme. Il s'agit de comprendre d'où elles viennent, de quel système elles sont le produit, et de changer de modèle de société pour y répondre pleinement et permettre de nouveau à toutes et à tous de vivre mieux, c'est cela la réponse socialiste !

Tout appelle à ces transformations : le développement de virus qui menacent de confiner l'humanité de longues années ; la nécessité de renforcer nos services publics - au premier rang desquels la santé mais aussi l'éducation et la recherche, qui sont les fondements sur lesquels reposent les solutions de demain ; la nécessaire solidarité entre nations, riches et pauvres, liées par des enjeux sanitaires, sécuritaires, migratoires qui se jouent des frontières ; le bouleversement climatique qui transforme le Canada ou la Sibérie en « dômes de chaleur » et inonde et incendie l'Europe ; les inégalités qui augmentent de manière indécente ; la concentration inédite des revenus du capital et des patrimoines pendant qu'apparaissent les nouveaux visages de la pauvreté : mères célibataires, jeunes adultes dans les soupes populaires, individus précaires, seniors au chômage... 5 millions de personnes vivent avec moins de 900 euros par mois, parmi lesquels 1,5 million de mineurs, qui sont des enfants de pauvres, et près d'un million de jeunes adultes.

Ce tableau sombre menace d'abord les plus vulnérables. Les handicaps se cumulent. Comme l'a très bien démontré Stéphane Troussel pour la Seine-Saint-Denis la carte du décrochage vaccinal est un quasi-décalque de la carte des inégalités socio-économiques. Comme ce sont les plus modestes qui sont victimes de la malbouffe ou habitent et travaillent dans les lieux les plus pollués. Un malheur arrive rarement seul. Social et écologie sont étroitement liés, ne serait-ce que parce que les victimes sont les mêmes.

Les libéraux nous répondent que les inégalités ont toujours existé, qu'elles appartiennent à l'ordre des choses.

Le mérite prêté aux « premiers de cordée » légitimerait l'indécente progression de leur patrimoine et la paresse supposée des nouveaux indigents justifierait leur stigmatisation.

Dès demain, n'en doutons pas, ils utiliseront le poids de la dette et les déficits publics pour justifier le retour de l'austérité et des réformes « structurelles », vous savez celles qui sont toujours synonymes de régression sociale et d'approfondissement des inégalités.

Depuis 30 ans, on nous a enfermés dans une alternative artificielle : « La fin de l'Histoire » ou « la guerre des civilisations », la victoire définitive du capitalisme et des démocraties libérales, ou l'affrontement de tous contre tous.

Après le 11 septembre 2001, les controverses identitaires et migratoires ont progressivement remplacé le débat central autour des questions économiques et sociales.

Mais, par une de ces ruses dont l'Histoire a le secret, c'est une pandémie mondiale qui est venue révéler la déroute du système néo-libéral, jetant une lumière crue sur ses défaillances et ses injustices.

Cette crise est opportunément venue replacer au cœur du débat la question des biens communs. Ce qui était impossible hier l'est devenu. L'argent n'est pas devenu magique mais quand on en a besoin, il est mobilisable pour de grandes causes. Les services publics ont été réhabilités et les mérites de l'État providence sont à nouveau célébrés.

Le moment est venu de reprendre l'offensive idéologique et culturelle !

Les grandes crises appellent des réponses globales et collectives. Le repli individuel et l'égoïsme « survivaliste » sont des impasses qui ne profitent qu'à ceux qui ont tout et qui livrent en pâture les plus démunis. Le monde ne peut plus être pensé à partir de nos singularités, de nos particularismes, ou alors tout projet commun devient inenvisageable. Pour « faire société », nous avons besoin d'un imaginaire et d'un projet communs.

Pour les socialistes, les choix sont clairs : l'universalisme républicain, la justice sociale et l'égalité réelle, la justice écologique.

Nous sommes universalistes.

C'est vrai, l'universalisme républicain a été trahi par ceux qui en ont fait l'instrument du conservatisme, qui ont voulu figer la République sur un modèle au service des dominants.

Il a pu être instrumentalisé, servir de caution à des entreprises de prédation et à une vision hégémonique de l'Humanité. Les hommes qui dirigeaient la République se sont parfois perdus, trahissant sa vocation. Mais l'idée républicaine ne peut pas être reniée simplement parce que certains l'ont salie par leurs actes ou la dévoient par leurs propos. L'écart entre le réel et l'idéal doit chaque fois être dénoncé mais pas au prix d'un naufrage dans le relativisme. Il nous revient aujourd'hui de renouer avec les racines du projet républicain.

C'est d'ailleurs au nom même de ces droits universels que les inspirateurs de la



décolonisation ont pris les armes. Au nom d'une citoyenneté dont ne pouvaient être privés des peuples asservis. Eux avaient saisi la puissance des mots posés par la Révolution française, des principes et des valeurs qui n'ont cessé depuis d'inspirer le monde.

L'extrême droite, elle, s'est battue pour le maintien des colonies et a, tout au long de son histoire, combattu la République, guerroyé contre la laïcité, refusé de considérer tous les êtres humains comme des frères. C'est une imposture de la voir s'accaparer et retourner les principes républicains à son bénéfice pour mieux les dévoyer.

C'est la raison pour laquelle la gauche, plutôt que s'égarer sur les chemins du woke ou de l'indigénisme, doit au contraire tenir fièrement le drapeau républicain. C'est ainsi qu'elle restera « éveillée ». La gauche ne peut être ambiguë sur les principes universels qui la fondent. Le modèle anglo-saxon qui juxtapose les communautés n'est pas notre modèle. Notre choix, c'est celui de la Nation, une et indivisible.

Nous voulons vivre ensemble dans la République, faire commun dans la justice et l'égalité, dans la fraternité. Cette promesse républicaine n'a pas été tenue partout et pour tous, et des pans entiers de notre société, notamment de la jeunesse, se sentent relégués, exclus de notre projet collectif, et sont parfois tentés de s'en séparer. La trahison de la promesse républicaine a deux noms, inégalité et discrimination, qui sont les deux facettes d'une même réalité : selon le territoire d'où on vient, son origine, sa couleur de peau, son genre, ses préférences sexuelles, on peut être écarté, ignoré, marginalisé.

Retrouver le sens du projet républicain, c'est d'abord tenir la promesse de la République, celle de l'égalité ; c'est ensuite honorer l'éthique de la République, la fraternité, l'égalité attention portée à chacun, et l'engagement de chacun au service des autres. Oui, la République fraternelle est notre combat

L'universalisme républicain, c'est aussi le féminisme qui est le combat pour l'égalité. Le mouvement #MeToo a donné un nouveau souffle à la cause des femmes. Les femmes ne sont pas des objets à la disposition des hommes. Les violences sexuelles, physiques ou symboliques, longtemps tolérées, sont enfin exposées en pleine lumière. Le consentement n'est plus une option. Nous vivons là une véritable révolution que nous devons accompagner et dans laquelle nous devons, en tant que parti politique, être exemplaires. Après des millénaires pendant lesquels nous avons envisagé le monde à travers un regard exclusivement masculin, il est grand temps d'ouvrir les yeux sur les inégalités de genre si nous ne voulons pas qu'elles entravent nos filles comme elles ont bridé nos mères. Il est temps de mettre fin à ce scénario sans cesse répété qui assigne les femmes aux rôles secondaires. Il nous revient d'honorer celles qui ont élevé la cause des femmes au rang de priorités. Oui, à côté de Joséphine Baker, nous ferons entrer Gisèle Halimi au Panthéon !

Nous lèverons ces tabous qui minent la vie des femmes. Le corps des femmes, leurs cycles, leurs douleurs ne peuvent plus être des tabous. Nous assumerons la gratuité des protections périodiques pour les femmes en situation de précarité. Nous nous donnons pour objectif de faire respecter le principe de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes d'ici 5 ans en sanctionnant tous les manquements. Le droit des femmes retrouvera un ministère de plein exercice et nous lui donnerons les moyens d'agir comme l'a fait notre camarade Pedro Sanchez en Espagne.

Oui, l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est le sens que nous devons donner à l'Histoire !

L'universalisme républicain, héritier des Lumières, c'est aussi la liberté jusqu'au bout. Jusqu'au bout de sa vie. C'est le message ultime de nos camarades et amis Paulette Guinchard Kunstler et Alain Cocq. Il n'est nullement question d'imposer une façon digne de mourir. Je n'aime pas cette expression - qui est ma divergence avec l'ami Romero - parce que la dignité est une affaire intime. Mais ce que je partage avec lui, comme avec une majorité écrasante de nos concitoyens, c'est cette aspiration à la liberté. Choisir sa fin de vie est un droit que nous devons conquérir dans le mandat qui vient !

La pensée des Lumières, qui est d'abord un hymne à la raison et au progrès scientifique, nous impose de faire évoluer notre rapport à l'universel. Au XVIII^e siècle, la modernité se concevait dans une opposition entre nature et culture, une séparation entre l'humain et le reste de la création. Je suis sensible à ce que dit la philosophe Corine Pelluchon, qui nous invite à penser « les Lumières à l'âge du vivant ». Cette évolution de nos règles de conduite doit nous conduire à repenser notre rapport à la nature, à la condition animale, à la biodiversité, au vivant en général, pour ne plus les considérer comme de simples ressources. Le temps est venu de nous débarrasser des œillères du productivisme et d'intégrer l'écologie dans les piliers de l'universalisme républicain.

Républicains universalistes, nous défendons la laïcité et les lois laïques qui sont notre création. La laïcité, c'est l'absolue liberté de conscience, la neutralité de l'État et de la sphère publique, le respect des convictions et, quand c'est le cas des choix religieux de chacun, dans la sphère privée et dans le respect des lois de la République. Et la laïcité, je le dis tout net, elle n'est pas négociable. Elle n'a à être ni ouverte ni fermée. Elle n'a besoin d'aucun qualificatif. Et je le dis avec la plus grande force : dans un pays devenu au fil du temps métissé et multiconfessionnel, la laïcité est le seul principe qui garantisse à chacun la liberté et l'égalité.

L'universalisme, ce sont aussi des devoirs à l'extérieur de nos frontières. Celui de soutenir celles et ceux qui - de par le vaste monde - se battent au nom du même idéal. Le 15 août dernier, le jour ne s'est pas levé sur Kaboul. Les femmes, les combattants de la liberté et de

la démocratie ont vu leurs rêves d'émancipation s'effondrer. Depuis, nous admirons ces femmes qui affrontent les talibans avec, pour seul discours, leur drapeau, et pour seule arme, leur courage. Elles se battent pour continuer à étudier, à exercer leur métier, ou pour sortir sans avoir à se couvrir de la tête aux pieds. En ce mois d'août 2021, Marianne est afghane ! Que vont devenir ces 300 femmes magistrates, qui ont pour seul tort d'avoir dit le droit dans un pays où désormais elles n'en auront plus aucun ?

C'est aussi ça l'universalisme : se reconnaître dans les combats d'êtres humains que nous ne connaissons pas, mais auxquels nous reconnaissons les mêmes droits, les mêmes aspirations, les mêmes rêves que les nôtres. Nous croyons à l'unité du genre humain. Nous sommes internationalistes, la fraternité ne s'arrête pas à nos frontières, elle est planétaire.

La naïveté n'est évidemment pas concevable. La vigilance est impérative. La menace terroriste ne peut être négligée, nous l'avons encore vu avant-hier avec les attentats terribles à l'aéroport de Kaboul. Mais le premier réflexe dans cette tragédie ne peut être que celui d'ouvrir les portes de l'Europe aux volontaires qui vont continuer le combat pour la liberté. C'est ce qu'ont dit tous les maires de gauche qui se sont engagés à prendre leur part dans l'accueil de ces réfugiés, quand les droites ont mécaniquement suscité la méfiance et le soupçon sur les arrivées de victimes.

Le droit d'asile, fixé par la Convention de Genève, ne s'applique pas exclusivement à quelques dizaines de personnes qui ont travaillé directement avec les forces occidentales, mais à toutes celles et ceux qui risquent leur vie au nom de valeurs que nous voulons universelles. L'approche « robuste » des flux migratoires proposée par le président de la République, nous savons ce que c'est : des camps financés par l'Europe en Turquie, au Pakistan, en Iran. Cette position est indigne, l'Europe n'est pas une forteresse qui paye les dictatures pour empêcher les vrais réfugiés afghans de la rejoindre

Si la France n'est pas au premier rang dans ce combat contre les forces obscurantistes, alors qui croira encore que nous sommes la patrie des droits universels ? La liberté n'est pas une idée réservée aux Occidentaux. Une politique des talibans « inclusive », ça n'existe pas ! Et c'est la raison pour laquelle la France ne peut pas reconnaître le régime des talibans, sauf à ouvrir une jurisprudence désastreuse dans le reste du monde.

L'universalisme, c'est de penser l'unité du genre humain. Penser que la vie a le même prix où qu'elle naisse. Au cœur de cette pandémie mondiale, l'universalisme, ce n'est pas de conforter ceux qui manifestent contre une « dictature sanitaire ». Nous vivons dans un pays où, grâce aux combats de nos aînés, la santé n'est pas un luxe, mais un droit accessible à tous. L'universalisme, c'est se battre pour que le monde entier ait le même accès aux vaccins pour ne plus voir, comme en Tunisie cet été, ces tris sordides à l'entrée des salles de réanimation. Il est là le bon combat ! Celui de la levée des brevets, parce

qu'il est indécent de voir quelques laboratoires accumuler des bénéfices astronomiques tout en abandonnant la partie de l'humanité qui n'a pas les moyens d'une politique de santé publique ! Le cynisme doit trouver sa limite. Cette limite, c'est à nous de la fixer !

L'universalisme républicain est le socle de la pensée socialiste. La justice sociale et la justice écologique sont l'actualité de notre combat et le cœur de notre projet.

Le combat des socialistes, c'est la justice et l'égalité, c'est l'émancipation humaine. Nous ne sommes pas écologistes au nom de la planète, mais au nom de l'humain, car les désordres écologiques accroissent les inégalités et rendent impossible de vivre mieux.

Une note de la fondation Terra Nova est présentée depuis des années comme étant notre inspiration stratégique. Nous aurions fait le choix d'abandonner les catégories populaires pour nous appuyer sur quelques minorités actives. Je veux ce soir tordre définitivement le coup à cette fable. Je ne me sens aucun lien avec cette note. C'est simple et c'est clair.

Je n'ai pas endossé le « gilet jaune » comme de très nombreux politiques sur notre droite comme sur notre gauche. Mais, contrairement à d'autres, j'entends leur colère. Leur exaspération même. Ce sentiment de n'être jamais considérés. D'être devenus des citoyens de seconde zone. Ces Français pour lesquels - je reprends les mots de l'écrivain Nicolas Mathieu - « la crise ce n'est plus un moment. C'est une position dans l'ordre des choses. Un destin. Le leur ».

Nous sommes le parti qui défend les salariés, mais aussi les indépendants modestes. Nous sommes le parti qui porte les aspirations à une vie meilleure des premiers de corvée, de toutes celles et ceux qui aspirent à vivre dignement de leur travail.

Le « cancer », ce n'est pas la solidarité mais les inégalités ! Ce qui coûte un « pognon de dingue », ce n'est pas notre modèle social, c'est l'absence de cohésion.

Ce que nous portons, c'est la défense des biens communs, l'harmonie sociale contre le séparatisme social. Voilà ce que nous sommes. Voilà ce que nous portons !

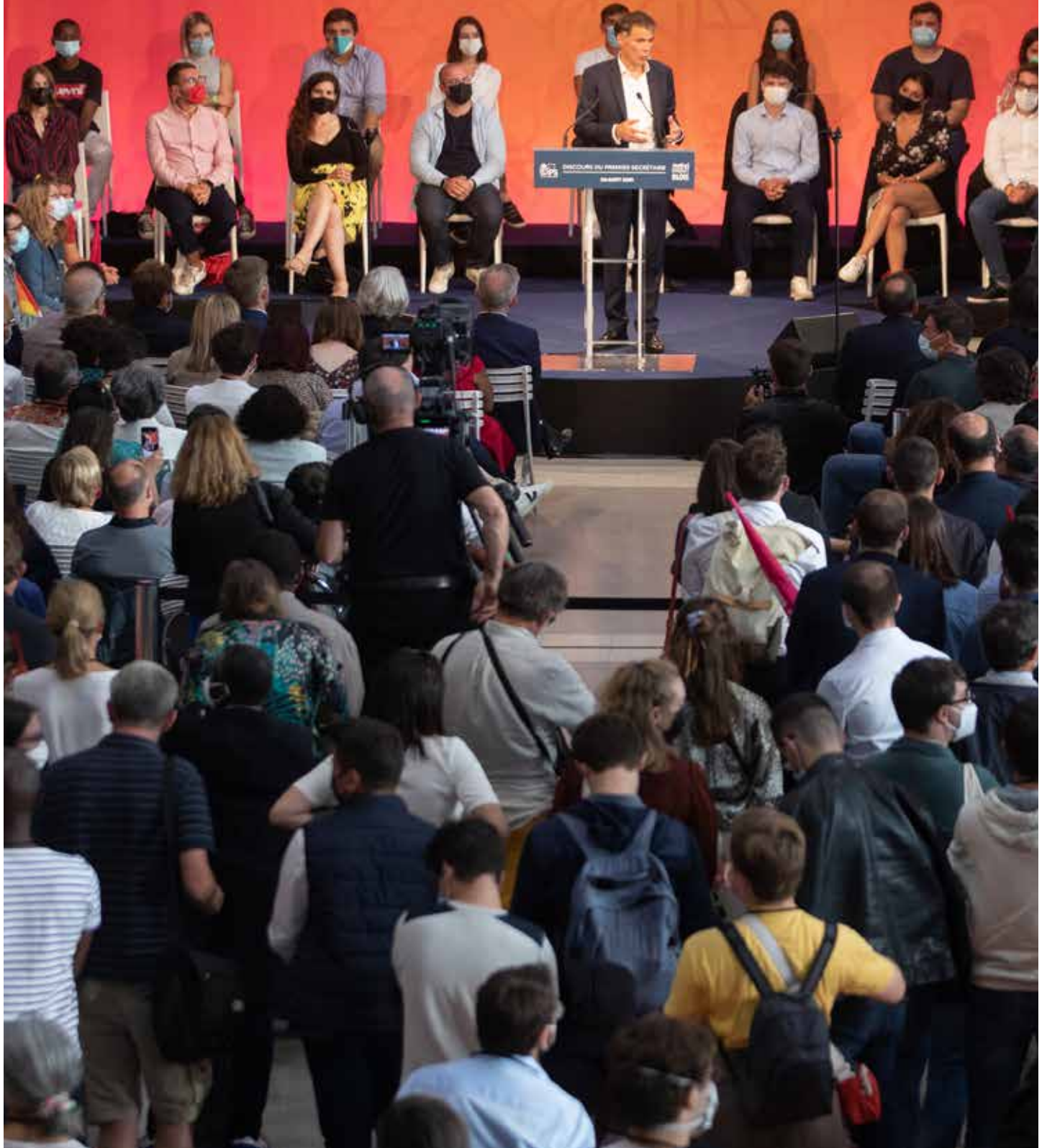
Travail, santé, école, logement, justice écologique, sont indissociables pour vivre mieux. Je ne peux ici développer l'ensemble de notre projet. Boris Vallaud en a souligné hier avec talent les lignes forces, la cohérence d'ensemble. Je voudrais seulement ce soir mettre en lumière quelques propositions, emblématiques de notre volonté.

Vous trouvez normal que, dans certaines entreprises, on constate des écarts de salaires de 1 à 300 entre le premier de cordée et les derniers de corvée ? Nous limiterons les écarts de salaire dans les entreprises. Tout travail a de la valeur, la réussite d'une entreprise dépend de la mobilisation de tous ses talents.

Vous trouvez normal que subsiste un écart de 13 ans d'espérance de vie entre les 5 % de



Justice sociale & écologique.



Français les plus riches et les 5 % les plus modestes ? Nous portons une nouvelle ambition en matière de santé autour de deux objectifs, accroître pour toutes et tous l'espérance de vie en bonne santé et réduire l'écart d'espérance de vie entre un cadre et un ouvrier. Cela suppose de prendre à bras-le-corps les questions de la santé au travail, de l'impact sur la santé de son lieu de vie et de son environnement, donner un accès universel à une alimentation de qualité. Cela suppose aussi d'anticiper les crises sanitaires et de s'armer pour les affronter. Prévoir, prévenir doivent devenir les deux mots clés d'une politique de santé qui permette à toutes et tous de mieux vivre.

Vous trouvez normal de laisser des jeunes décrocher du système scolaire ? des jeunes condamnés dès leurs premières années à la précarité et à la pauvreté ? L'école de la République, c'est celle de l'égalité. Quand un élève rencontre des difficultés, il a droit à un accompagnement qui ne peut être sous-traité au privé.

Vous trouvez normal que des jeunes, auxquels on explique qu'avoir 20 ans est le plus bel âge de la vie, soient contraints de faire la queue dans les soupes populaires ? Nous ouvrirons un minimum jeunesse aux moins de 26 ans qui n'ont aujourd'hui pas accès au RSA.

Vous trouvez normal que les discours se succèdent pour célébrer les premiers de corvée qui tiennent notre pays debout sans qu'aucun engagement ne soit tenu à leur égard ? ni pour les salariés du privé ni pour les personnels soignants ? Nous tiendrons cet engagement.

Vous trouvez normal que les revenus du capital soient désormais moins imposés que ceux du travail ? Que les rentiers et les spéculateurs participent moins à l'intérêt général que les travailleurs de ce pays ? Pendant cinq ans, nous aurons eu un président des riches ; en 2022, nous élirons un président pour tous les autres !

Oui, nous sommes le parti de la justice !

Nous sommes aussi écologistes, mais notre écologie est sociale, humaniste et démocratique.

Pour nous, la transition n'est pas le but en soi mais un moyen au service d'un projet de société : vivre mieux dans la justice et la solidarité.

La transition écologique ne peut être menée en contradiction avec nos valeurs fondamentales. L'adhésion des plus modestes à la transition écologique est la condition de sa réussite. La transition ne peut être un coup de force. Elle est un processus, progressif, faisant l'objet de choix démocratiques, et recherchant le consentement le plus large. Voilà l'écologie que nous portons !

Nous voulons remplacer le PIB par de nouveaux indicateurs de développement qui traduisent l'ambition de vivre mieux et les impératifs de la justice sociale et écologique. Cette nouvelle boussole de l'action publique tournera la page du productivisme et réorientera toutes les politiques publiques.

Nous voulons un chèque climat de plusieurs centaines d'euros par an pour 80 % des ménages afin de prendre en compte les surcoûts, notamment de l'énergie et des carburants, liés à la période de transition. La transition va coûter cher, elle ne doit pas peser sur la vie des plus modestes qui ont droit à une vie digne.

Le combat pour la justice écologique, c'est le combat pour les services publics. La volonté du pouvoir de démanteler EDF a rappelé le rôle crucial du service public de l'énergie. Nous continuerons à défendre le statut public d'EDF. Mais nous irons plus loin, face aux enjeux de la transition énergétique, les réseaux de transport et de distribution du gaz et de l'électricité sont des biens communs essentiels. Nous voulons renationaliser ces réseaux, pour construire une nouvelle entreprise publique de l'aménagement énergétique des territoires avec un seul mot d'ordre : l'égalité.

Pour changer de modèle et permettre de vivre mieux, nous avons besoin d'une démocratie ouverte et vivante.

Jamais dans notre histoire sociale, les Français n'auront autant manifesté. Semaine après semaine, week-end après week-end, ce sont les mêmes images de foules marchant dans les rues de France. Contre les lois Pénicaud, contre la réforme de la retraite, contre la taxe carbone, contre la loi sécurité globale, contre le pass sanitaire.

Indépendamment des sujets ou des revendications, cette conflictualité inédite répond à l'hyper concentration du pouvoir. Exit les partenaires sociaux, les élus locaux, le Parlement, et depuis la crise sanitaire, exit le Conseil des ministres effacé au bénéfice du Conseil restreint de défense.

Le sentiment de tout devoir attendre d'un seul pour connaître ses droits a rendu toutes les décisions inflammables. Le libéralisme autoritaire doit trouver sa conclusion en avril prochain.

Nous rouvrirons les vannes d'une démocratie vivante. Nous voulons une démocratie continue, ouverte et partagée. Nous associerons le mouvement social et les citoyens à la production des nouvelles politiques, mais aussi à leur mise en œuvre et leur évaluation. Nous rendrons possible le référendum d'initiative partagée, nous expérimenterons un droit d'amendement citoyen sur les textes de loi en discussion. Nous ouvrirons une nouvelle phase de la décentralisation.

Nous aurons aussi le courage de faire évoluer nos institutions en déconnectant

présidentielle et législatives, en rendant tout son rôle au Parlement et en rééquilibrant les pouvoirs au sein du couple exécutif en transférant au Premier ministre le droit de dissolution.

Pour vivre mieux, nous voulons reprendre le contrôle sur nos vies. Cela se joue aussi sur la scène européenne et internationale.

Oui, nous voulons reconquérir notre souveraineté sanitaire, la crise nous a révélé notre folle dépendance, regagner notre souveraineté alimentaire, qui est la base de toute société, rattraper notre souveraineté sociale, menacée par le dumping et les délocalisations, instruments d'une concurrence déloyale et faussée.

Nous voulons pour l'Europe un nouveau projet collectif. Le récit fondé sur la garantie de la paix, et la prospérité par le marché et la monnaie unique, ne fonctionnent plus, car ils sont sans prise sur ce que vivent les citoyens, confrontés aux crises à répétition, financières, économiques, sociales, sanitaires et écologiques.

L'austérité, la libre concurrence sans limite, la régression sociale, c'est la rupture avec les peuples. C'est la porte grande ouverte à la montée du nationalisme et du populisme. Et au final, le risque, c'est la destruction de l'idée européenne elle-même.

C'est aux socialistes européens de proposer là aussi l'alternative. Plus que jamais, la gauche est l'avenir de l'Europe. Et ne laissez pas dire que l'Europe est un géant immobile. Grâce à l'engagement de nos camarades au Parlement européen (je salue Sylvie Guillaume) et nos chefs d'exécutif derrière Antonio Costa et Pedro Sanchez, nous avons obtenu le Green Deal face à la crise écologique, le plan de relance face à la crise de la Covid, la suspension du pacte de stabilité, l'engagement dans une dette commune. Il est temps de venir les renforcer avec nos camarades du SPD, que l'on présentait comme déclinant, et qui font depuis peu la course en tête en Allemagne.

Ce que je viens d'évoquer devant vous dépasse, pour une part, les capacités d'action d'une seule législature. Mais la vocation d'un parti, c'est le partage d'une orientation qui ne se limite pas à une échéance électorale ; c'est une vision qui définit la nature d'un engagement, parfois celui d'une vie entière. C'est pour cela que nous sommes devenus des militants.

Nous devons poursuivre la renaissance du Parti socialiste, l'ouvrir davantage encore sur la société, y associer de nouveaux talents, approfondir notre travail idéologique, poursuivre la conquête des territoires.

Si j'ai choisi de me consacrer à notre parti, c'est parce que je crois que les aventures collectives sont les plus belles, que la politique doit être durable et s'inscrire dans le temps, parce que je veux donner avec vous un avenir à notre histoire. Il nous reste tant à

faire ensemble.

Voilà ce qui me motive. C'est le sens des combats que nous allons livrer pour l'élection présidentielle et les élections législatives.

Nous nous appuierons sur notre projet. Ce projet a fait l'objet de 18 mois d'auditions donnant lieu à 6 livrets thématiques. Il s'est appuyé sur le travail émérite de nos parlementaires depuis le début de la législature (je les salue ainsi que Valérie Rabault et Patrick Kanner). Il a déjà été enrichi par nos fédérations. Privés de la possibilité d'organiser des conventions, nous avons innové à travers les « live du projet » et le site collaboratif rdv2022.fr. Notre projet a fait l'objet de nos principaux débats pendant ce campus 2021. Ce projet sera encore amendé par nos sections et fédérations avant que le congrès n'adopte une version définitive.

Comme je m'y étais engagé en novembre, à la fin de l'été, nous serons prêts. Nos finances sont en ordre, nous aurons notre projet fin septembre à Villeurbanne, et dès le congrès, nous fixerons les modalités d'organisation du vote de désignation de celui ou celle qui portera nos couleurs pour l'élection présidentielle.

J'ai dit depuis de longs mois ma préférence pour Anne Hidalgo, je l'ai réaffirmée dans le cadre de notre congrès. Je lis que ceux qui me contestent voient dans ce choix affiché un « vote bloqué ». Mais jusqu'où descendra-t-on dans l'argumentation ? Oui, dans un congrès qui se tient à quelques mois de l'échéance présidentielle, il est impératif de proposer un chemin, y compris en termes d'incarnation. Que penserait-on d'une direction qui n'aurait pas idée de l'identité de son candidat alors que l'élection présidentielle aura lieu sept petits mois après notre congrès ? Et que penser de ceux qui font semblant de s'en indigner tout en précisant qu'ils soutiennent la même candidature ?

En tout état de cause, le choix ultime appartiendra aux seuls militants dans un vote distinct de celui des textes d'orientation. C'est à eux qu'il appartiendra de trancher entre les candidatures, c'est à eux seuls de statuer sur le nom de celle ou celui qui les représentera.

C'est le sens de la réforme statutaire proposée par la direction présentée avant les vacances au Bureau national. Alors, là aussi, de grâce - j'aime le débat, mais gardons-nous des fake news - personne n'a jamais voulu priver les militants d'un choix qui leur appartient parce qu'ils sont la force du Parti socialiste.

Il y a trois ans, à Aubervilliers, je me suis engagé à réaliser avec vous notre renaissance par les territoires. Nous en avons fait la démonstration aux municipales, comme aux régionales et aux départementales.

Je me souviens de discussions avec Sarah Proust, Pierre Jovet et Sébastien Vincini : si nous avions pu signer sur ces résultats avant l'élection, nous l'aurions fait et nous aurions sans

doute mieux dormi. Nous avons conservé nos communes que les sondages présentaient comme villes ouvertes. Nous en avons gagné de nombreuses. Je ne ferai pas la liste parce qu'elle est trop longue et, comme chaque année, je me ferais remonter les bretelles par les militants des villes que je n'ai pas citées...

Les écologistes ont incontestablement émergé. Leur performance aux municipales a marqué les esprits et doit être saluée. Mais la vérité électorale n'est pas celle d'une submersion verte.

Le dernier scrutin régional a confirmé cet état de fait. Nous avons conservé nos cinq régions, Carole Delga a réalisé la plus belle performance de France, nous avons sur l'île de la Réunion participé avec Ericka Bareigts à la victoire de la divers gauche Huguetta Bello et c'est Serge Letchimy, député apparenté socialiste, qui l'a emporté en Martinique.

Le premier parti de gauche à l'issue de ces scrutins intermédiaires, c'est le Parti socialiste. Après avoir perdu tous les scrutins pendant 7 ans, nous avons enfin renoué avec la victoire. Nous sommes sortis de notre isolement et nous avons conjuré le risque d'effacement.

Rien n'était écrit. Ou plutôt si. C'est l'inverse qui était écrit. Il suffit de relire tous ces faire-part de décès, toutes ces mines faussement contrites décrivant l'agonie inexorable du parti de Jaurès. L'équipe précédente venait de vendre Solférino, d'organiser un vaste plan social, le parti était balkanisé, nous étions conspués dans les manifestations, disqualifiés dans l'opinion, méprisés par les commentateurs de presse. Pour reprendre les mots de Lionel Jospin, notre « identité s'était défaite » dans le quinquennat. Nous avons avalé la poussière. Fait face à l'entreprise de débauchage de nos élus par la macronie. Nous avons tiré les leçons de nos échecs. Nous nous sommes rassemblés - et je remercie Luc Carvounas, Laurent Baumel et Nora Mebarek, d'avoir fait le choix, avec les camarades de leurs textes d'orientation, de renforcer la direction par leurs talents. Nous avons reconquis notre place au Parlement. Nous avons retrouvé une crédibilité dans le débat public.

Ce moment a été difficile pour tous. Nos fédérations ont vu leurs moyens diminuer, certains territoires ont été privés d'élus. Mais vous avez tenu. Nous avons tenu ensemble ! Merci !

Il y a trois ans, la première force à gauche, c'était les Insoumis. Il y a deux ans, à l'issue des européennes, c'était les Verts. Aujourd'hui, la principale force à gauche, ce sont les socialistes ! Ce ne sont pas les sondages qui le disent, mais des millions de Français qui se sont rendus aux urnes !

Sommes-nous en situation de reprendre les commandes de la Nation par nos seules forces ?

Chacun ici connaît les risques de la division. L'accès au second tour de la présidentielle, comme des législatives qui suivront, dépend très largement de la fragmentation de l'offre

politique à gauche. Qui prétendra sérieusement le contraire ?

J'ai souhaité le rassemblement des formations de la gauche et des écologistes à travers une candidature commune à l'élection présidentielle. J'ai appelé à cette candidature commune sur un critère simple. Choisir la meilleure offre. J'ai toujours dit ma conviction qu'un socialiste serait le mieux placé. Mais nous avons à le prouver. C'est chose faite avec les municipales, les départementales et les régionales. Et c'est parce que j'ai loyalement ouvert le jeu que je suis aujourd'hui fondé à revendiquer le rassemblement derrière une ou un socialiste.

Les écologistes ont choisi d'enterrer cette idée en organisant leur primaire et en affichant une unique perspective, celle d'avoir un candidat à l'élection présidentielle, indépendamment de ses chances de victoire. J'entends aussi ce que dit Fabien Roussel qui ne veut plus priver les communistes d'une présence au 1^{er} tour de l'élection présidentielle.

Il serait ridicule de prétendre que cela nous est indifférent. Mais il serait encore plus tragique de considérer que nous sommes impuissants à faire bouger les lignes. Nous avons encore plusieurs mois pour faire triompher la raison.

Pour notre part nous avons choisi d'avancer, de réveiller l'espoir et d'aller chercher la victoire.

Pas pour nous-mêmes - ce serait bien médiocre - mais pour celles et ceux qui attendent de nous les grandes transformations et les grandes transitions. Y a-t-il plus belle ambition que celle-là, une ambition humaniste et fraternelle, une ambition socialiste ?

La politique n'est ni un art, ni une technique, ni une vocation. La politique est une urgence. Des millions de femmes et d'hommes dépendent d'elle pour mieux vivre ou simplement survivre. L'avenir de la planète procède d'elle.

Du fond de ma conscience d'homme, je porte avec vous une volonté. Celle de faire triompher l'universalisme républicain, la justice sociale et la justice écologique. J'y vois l'offre politique majeure du XXI^e siècle. Il est temps de remettre le monde à l'endroit. Il est temps de remettre l'humain au cœur de toutes les préoccupations. Il est temps de mettre fin à 5 années d'injustices, de désordre et de nouvelles inégalités.

Les Français nous le disent. Ils veulent autre chose. Du respect, de l'attention et une espérance nouvelle.

À nous ! À nous désormais de répondre à cette attente, de rendre possible une alternance. Il est temps de permettre à toutes et à tous de vivre mieux !

Vive les socialistes, vive la gauche, vive la République et vive la France !

